

Liaisons.com.munistes

républicaines et du Parti de Gauche

Bulletin de novembre 2009 - n°120



Eric DUBOURGNOUX

(Président du groupe - Commission développement économique)

Christiane LAIDOUNI

(Commission transports)

Luc BOURDUGE

(Commission environnement, voies de communication et énergies)

Pascale SEMET

(Commission politique de la jeunesse, éducation et formation tout au long de la vie)

Jean-Claude MAIRAL

(Vice-président en charge de l'Europe et de la coopération décentralisée - Président de la commission finances, fonds européens et relations internationales)

Yves CARROY

(Commission politique de la jeunesse, éducation et formation tout au long de la vie)

Yvette MERCIER

(Commission aménagement du territoire - politique contractuelle)

Jacques MIZOULE

(membre de la commission culture, sport et vie associative)

Contacts Groupe communiste

Conseil régional d'Auvergne

Centre Delille

63000-Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 31 84 97

Fax : 04 73 31 84 87

e-mail :

groupepcf@cr-auvergne.fr

Blog :

<http://pcfauvergne.elunet.fr>



Ce numéro spécial est destiné aux communistes, amis et camarades du Parti de gauche, sympathisants.

Dans la campagne qui s'annonce, le groupe sortant souhaite apporter sa contribution au débat et sa réflexion sur l'action du Conseil régional.

Dans ce numéro, nous dressons un bilan de l'activité du groupe durant ce mandat et lançons quelques pistes de réflexion.

Chacun(e) des élus a essayé de jouer un rôle constructif dans le cadre de ses compétences. Cela n'a pas toujours été facile au sein de l'exécutif notamment.

Le groupe partage la démarche adoptée par le Conseil national du PCF qui propose au premier tour de l'élection régionale, un rassemblement au sein du Front de gauche de toutes les forces sociales, politiques, syndicales, et de construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possibles un projet régional clairement ancré à gauche.

C'est de cette manière que les conditions seront véritablement créées pour empêcher la droite de reconquérir la région, pour porter un véritable projet de transformation sociale et de travailler à sa mise en œuvre, jusque dans l'exécutif régional.

En effet, au stade actuel de l'évolution du capitalisme et de ses conséquences dramatiques pour les hommes et les territoires, il est urgent, y compris dans le cadre des compétences d'une région, d'élaborer un projet qui soit à l'opposé des logiques libérales et qui les combatte.

A quelques mois du renouvellement de l'assemblée, le groupe communiste a dressé son bilan d'activité. Même s'il est modeste, les conseillers régionaux ont essayé de faire avancer des propositions dans plusieurs domaines, et plus particulièrement dans ceux de l'économie et le transport ferroviaire.

LE PREMIER ACTE

« FONDATEUR » FUT L'ORGANISATION

DES ASSISES TERRITORIALES



auxquelles les élus ont appelé à participer largement, considérant qu'il s'agissait là d'un premier pas

vers la « démocratie participative » mise en place par la nouvelle majorité. Les 81 propositions qui en ont découlé ont eu le mérite de mettre en exergue la nécessité de poursuivre le désenclavement de l'Auvergne avec une politique de transport ferroviaire renouvelée et d'ouvrir notre région sur l'extérieur.

Mais depuis ces assises, les Auvergnats n'ont pas été appelés à participer à une démarche de co-laboration des choix opérés. A notre avis, la démocratie participative pour être citoyenne doit concerner les choix politiques et là les conditions n'ont pas été créées véritablement pour permettre cette possibilité.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



Dès le début de sa vice-présidence, Jean-Claude Mairal a œuvré à cette ouverture de l'Auvergne et les résultats, même s'ils

sont encore modestes, montrent surtout que l'Auvergne a une carte à jouer dans la coopération avec les autres régions, l'Europe et le monde. Il faut souligner les différentes actions menées à l'initiative du service animé par Jean-Claude Mairal : projet agricole en Bosnie-Herzégovine, projets touristiques à Madagascar dans la région du Vakinankaratra et au Mali, coopération universitaire, culturelle et économique en Chine dans la province du Liaoning, avec le Portugal...

La région consacre une faible part de son budget à cette coopération. Faut-il lui donner un nouvel essor ? Nous pensons que l'Auvergne a tout à gagner à s'ouvrir sur le monde.

ECONOMIE -EMPLOI

Sous l'impulsion de Jacques Mizoule, alors vice-président et Eric Dubourgnoix, membre de la commission, un certain nombre d'avancées ont été concrétisées :

- en 2004, 12 millions d'euros sont engagés pour l'activité économique dans deux contrats de territoires avec l'Etat et les différentes collectivités : Thiers et Combrailles et un contrat de site : Cusset Bellerive.

- Dans le même temps, Jacques Mizoule a impulsé une réflexion de tous les acteurs Auvergnats pour dynamiser le secteur de l'aéronautique, partant du potentiel régional qui concerne plusieurs entreprises de taille (Michelin, Pechiney, Aubert et Duval, 100

entreprises sous-traitantes et 12000 salariés).

La mise en place du SRDE (Schéma régional de développement économique) avait fixé des priorités avec notamment :

- la création d'une commission régionale pour le contrôle de l'utilisation des fonds publics,
- une orientation forte en direction de l'innovation et de la recherche
- et au budget 2006, après avoir refondu complètement le système d'aides directes aux entreprises, la création d'un fonds régional pour l'emploi et la formation.
- Développement de l'économie sociale et solidaire avec la création d'une véritable chambre régionale (CRES) et développement des aides aux structures de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles...)

L'intervention de notre vice-président a été aussi décisive dans l'implantation de l'entreprise Brungen (confection de céréales) à Thiers car il a réussi à mettre tous les partenaires autour de la table et ainsi à donner confiance à une entreprise étrangère pour qu'elle choisisse de s'installer en Auvergne. Aujourd'hui, cette entreprise crée encore des emplois.

L'action du groupe ne s'est pas bornée à la gestion mais elle fut aussi une action sociale et solidaire avec les victimes du patronat (dossier Sediver, victimes de l'amiante...)

Lors de la mise en place du Contrat Nouvelle Embauche en 2005, le groupe a fait adopter par la majorité un dispositif demandant le remboursement des aides perçues par l'employeur en cas de rupture du contrat de travail, pendant la période de 2 ans.

Malheureusement, aujourd'hui, les subventions directes aux entreprises prennent le pas sur le fonds régional, à quelles fins, quand on voit quelques grands groupes comme SAGEM et AUBERT & DUVAL qui ont fait appel aux fonds publics, liquider des emplois ou organiser le chômage partiel.

Le rôle d'une région n'est-il pas de fédérer les acteurs économiques plutôt que de jouer le rôle d'une banque ? De rechercher, à partir de ses atouts, toutes les possibilités de mise en œuvre, en matière de recherche, de formation, d'implantation de nouvelles entreprises ?

TRANSPORT FERROVIAIRE

Avant la prise de fonction de Christiane Laidouni à la vice-présidence des transports le 12 septembre 2006, le groupe a, en lien avec les syndicats cheminots, mené la bataille du ferroviaire, notamment à partir de l'audit dressant fin 2005 le bilan catastrophique du réseau auvergnat.

Puis, sous l'impulsion de Christiane Laidouni qui a mené une bataille courageuse sur ce dossier, et avec le soutien de Luc Bourdugue dans ses liens avec les organisations syndicales, les choses ont avancé :



- effort considérable de la région dans l'acquisition de nouveaux AGC et la rénovation des gares, l'accessibilité des PMR (public à mobilité réduite)
- Amélioration de plusieurs dessertes dont Clermont-Lyon, Moulins-Brioude...
- Signature du contrat de plan Etat-Région nécessitant un bras de fer pour obtenir un engagement conséquent de l'Etat (240 millions € dont 50 de la Région)
- Montée en puissance du billet solidarité qui fait bénéficier d'une réduction de 75 % les personnes en difficulté
- Les efforts de la région se heurtant de plein fouet à la dégradation du réseau, après une bataille politique importante pour obtenir de l'Etat la régénération du réseau auvergnat, C.LAIDOUNI a travaillé à la signature d'un plan rail avec l'Etat qui a permis un engagement de sa part de 153 millions d'euros et une participation de 60 millions € du CRA.
- Concernant la convention TER qui a été adoptée (même si le groupe s'est abstenu), il faut reconnaître les avancées obtenues : avec notamment le renforcement de la présence humaine dans les gares et dans les trains et l'amélioration des exigences de qualité.

Le Grenelle de l'environnement ne sera que du vent si le transport collectif et dans ce cadre le transport ferroviaire est sacrifié sur l'autel de la rentabilité. Lors des Assises du Ferroviaire que nous avons tenues en automne 2008, de nombreux participants ont fait part de leur inquiétude pour l'avenir du réseau auvergnat. Aujourd'hui, la concurrence du fret contraint la SNCF à transférer l'essentiel de ces chargements à sa filiale de transport routier GEODIS avec à la clé, chaque année, 700 000 camions supplémentaires sur les routes de France. Et cette décision arrive alors que depuis 2003, la fermeture de triages marchandises et de gares fret a déjà transféré l'équivalent de 2 millions de camions supplémentaires sur le réseau routier... Tout cela au nom du libéralisme inscrit dans les traités en question.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Pascale Semet et Yves Carroy se sont beaucoup investis dans l'élaboration du plan régional des formations professionnelles, un vaste chantier qui a permis des avancées mais la décentralisation d'un certain nombre de compétences de l'Etat (formations sanitaires et sociales par ex et celle de l'AFPA) pèsent sur les finances régionales et réduit les capacités de répondre aux demandes de plus en plus fortes.

Dans le même temps, les élus communistes et républicains ont mené la bataille contre la décentralisation des personnels TOS et les transferts de charges que cela a induits, sans compensation totale de la part de l'Etat. Les élus ont très souvent regretté publiquement que l'ARF ne soit pas plus volontariste pour exiger de l'Etat le respect de ses engagements dans de nombreux domaines. C'est notamment ce qui a contraint le groupe à s'abstenir sur le budget 2007 qui prévoyait une hausse sensible de la fiscalité.

UNE AUTRE FISCALITÉ LOCALE : cette bataille contre la décentralisation des compétences, sans les moyens, s'est accompagnée de celle de la réforme de la fiscalité locale où le groupe n'a cessé d'exiger la taxation des actifs financiers.

SPORT PROFESSIONNEL : sous l'impulsion d'Yvette Mercier, le groupe a réussi en 2006 à ce que le dispositif d'aide aux clubs sportifs de haut niveau soit assorti de critères tels que la fragilité du territoire ou encore le taux de pratique féminine, les efforts en matière de formation ou bien lorsque le droit à l'image était trop élevé. C'est pourquoi le groupe s'est

abstenu dans sa majorité en 2007 sur le soutien aux clubs professionnels de haut niveau.

PASS-CULTURE : le groupe a formulé en juin 2006, par la voix d'Yvette Mercier, la proposition d'un pass-culture, comme il en existe dans plusieurs régions et départements, permettant de faciliter l'accès à la culture pour l'intégralité des lycéens et apprentis auvergnats, sur l'ensemble du territoire, par le biais de réductions incitatives. 55 000 jeunes auraient pu ainsi bénéficier d'une aide annuelle de 50 € pour le cinéma, la librairie, les musées, le spectacle, pour s'inscrire dans un club sportif ou autre... cette proposition n'a pas été retenue en raison du coût : 2 750 000 €

LA DÉFENSE DU SERVICE

PUBLIC fut au cœur de l'action du groupe qui a toujours attiré l'attention sur la nécessité de maintenir et développer les services publics de proximité. Le groupe a marqué ses différences sur cette question avec ses partenaires qui sont plus enclins à défendre l'idée du service au public et ainsi à mettre le doigt dans l'engrenage de la gestion de certains services publics : il en est ainsi de la création des maisons de santé. Si le groupe a voté cette aide, c'est en tenant compte des besoins criants dans certains territoires auvergnats, mais en soulignant le risque inflationniste dans ce domaine, à savoir faire face à des dépenses que la région ne pourra pas tenir, tant les besoins grandissent et les hôpitaux de proximité disparaissent (plan hôpital 2007).



PERSPECTIVES

Dans un cadre général, nous avons toujours regretté que les régions majoritairement ancrées à gauche ne constituent pas au sein de l'ARF des points d'appui pour les populations, des remparts pour mener une véritable bataille politique contre un Etat qui n'hésite pas à mettre à genoux les collectivités territoriales, les contraignant de plus en plus à augmenter la fiscalité locale ; les régions quant à elles n'ont plus aucune marge de manoeuvre puisque, suite au vote de l'Assemblée Nationale, et sous la pression du gouvernement, le projet de loi de Finances 2010 fait disparaître de l'assiette fiscale régionale la taxe foncière bâtie, seul impôt régional en lien avec les ménages.

Dans le cadre de la réforme territoriale qui s'annonce, les régions peuvent jouer un rôle moteur pour organiser la résistance. Nous pensons en effet que le niveau régional est pertinent pour favoriser des rassemblements de tous les acteurs sociaux, syndicaux et politiques porteurs d'exigences de solidarités sur le plan social et territorial, de coopérations, de défense et de renouvellement des services publics, de contrôle de l'utilisation des fonds publics. Ce niveau est très important pour mettre en cohérence les résistances, pour construire et porter des projets en commun.

Nous considérons qu'il faut faire des choix de société, des choix politiques, auxquels nous devons associer plus largement les populations, avant de faire des choix de gestion.